

La France ne doit pas désespérer Toulouse

LE FAIT
DU JOUR
ÉCONOMIQUE

de Julien
Dupont-Calbo



Un cierge pour Airbus. Dans la France des 150 « cathédrales industrielles » caressée par Emmanuel Macron, l'avionneur toulousain est la clé de voûte. « Notre-Dame-de-l'A320 » tient une place à part, tant bien que les économistes de l'Insee en ont fait leur religion : lorsqu'il s'agit de prévoir la croissance française, ils se tournent désormais vers le carnet de livraisons de l'usine de Blagnac, près de Toulouse. Quand le plus grand exportateur net du pays éternue, c'est toute l'économie qui s'enrhume... La poussée d'Airbus se voit sur la géographie : elle est telle que Toulouse, où le groupe s'étale sur 700 hectares, devient la troisième ville française. Airbus, c'est le premier exportateur net du pays – 30 milliards d'euros posés sur la balance commerciale –, 50.000 salariés et 40 % de sa R&D en France, soutenus par un tissu dense de sous-traitants de proximité. La preuve vivante que l'on peut continuer à embaucher pour concevoir et fabriquer des objets

technologiques de pointe, puis les vendre dans le monde entier.

La comparaison avec l'industrie automobile est lapidaire. Aujourd'hui, seuls l'aéronautique et le luxe contribuent largement à faire pencher du bon côté l'aiguille vacillante de la balance commerciale française. La construction navale et ferroviaire tiennent aussi, mais la chimie et la pharmacie marchent sur un fil, l'agroalimentaire est au plus bas depuis 1979. Si Airbus est devenu l'as des as, c'est parce que son marché est plus que porteur, mais aussi parce qu'il a su nourrir et préserver son tissu de fournisseurs – au contraire de l'automobile. Bien sûr, tout n'est pas toujours rose, même à Toulouse, et c'est plus facile à faire quand il y a quelques enjeux de souveraineté militaire et surtout quand il n'y a qu'un mâle alpha dans la filière et pas deux frères ennemis. Dans ce ciel, il pourrait donc paraître sage de soutenir autant que possible Airbus, qu'il s'agisse des guerres commerciales ou des conditions sociales et réglementaires en France. En ce moment, Airbus s'échine désespérément à remonter sa production. Si Airbus retrouve le niveau d'avant-Covid, le PIB français bénéficierait d'un coup de pouce instantané de 0,4 ou 0,5 point. ■